

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2013/29280]

28 MARS 2013. — Décret optimalisant la gestion de l'enseignement supérieur artistique

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications au décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique*

Article 1^{er}. Dans l'article 2 du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique, remplacé par le décret du 2 juin 2006, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° au § 2, la phrase « Ils veillent à articuler leur programme de formation de manière à garantir à l'étudiant qui choisit dans un premier temps un master en 60 crédits, la poursuite de ses études sans enseignements complémentaires pour obtenir le master de la même option en 120 crédits. » est remplacée par la phrase « Ils veillent à articuler leur programme de formation de manière à garantir à l'étudiant qui choisit dans un premier temps un master en 60 crédits, la poursuite de ses études avec d'éventuels enseignements complémentaires à raison de maximum 15 crédits pour obtenir le master de la même option en 120 crédits. Ces enseignements complémentaires font partie intégrante du programme d'études. »;
- 2° au § 4, les termes « ou du mémoire » sont insérés entre les termes « travail de fin d'études » et le terme « éventuel ».

Art. 2. Dans l'article 6, § 3, alinéa 3, du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 23 mars 2012, les termes « Le Gouvernement se prononce dans le mois. » sont insérés avant les termes « Passé ce délai ».

CHAPITRE II. — *Modifications au décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

Art. 3. Dans l'article 13 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les modifications suivantes sont apportées :

- 1° à l'alinéa 1^{er}, les termes « d'un ou plusieurs Conseil(s) de domaine, » sont insérés entre les termes « Conseil de gestion pédagogique, » et les termes « d'un ou plusieurs Conseil(s) d'option(s) »;
- 2° il est inséré un alinéa 4, rédigé comme suit :
« Dans les Ecoles supérieures des Arts organisant plusieurs domaines, il est institué un Conseil de domaine ».

Art. 4. Dans l'article 14 du même décret, les termes « des Conseils de domaine éventuels, » sont insérés entre les termes « du Conseil de gestion pédagogique, » et les termes « du ou des Conseil(s) d'option(s) ».

Art. 5. L'article 17 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, est remplacé par un article 17 rédigé comme suit :

« Article 17. – Le Conseil de gestion pédagogique est composé :

- 1° du directeur, du ou des directeur(s) adjoint(s) et du ou des directeur(s) de domaine;
- 2° de représentants des professeurs et des accompagnateurs à raison d'au moins un cinquième et d'au plus un tiers des membres du Conseil de gestion pédagogique;
- 3° d'un représentant des assistants ou des chargés d'enseignement par domaine. Dans les Ecoles supérieures des Arts n'organisant qu'un domaine, le nombre de représentants est porté à 2;
- 4° d'un représentant des catégories du personnel autres que la catégorie du personnel enseignant;
- 5° de trois représentants syndicaux;
- 6° de représentants des étudiants à raison d'au moins un cinquième et d'au plus un tiers des membres du Conseil de gestion pédagogique.

Les membres visés à l'alinéa 1^{er}, 2° et 6°, sont répartis paritairement en fonction du nombre de domaines organisés. Leur nombre est déterminé par le Pouvoir organisateur.

A l'exception des membres visés à l'alinéa 1^{er}, 1°, chaque membre a un suppléant, désigné ou élu selon les mêmes modalités que les membres effectifs. Ce dernier remplace le membre effectif qu'il supplée en cas d'absence, de décès, de démission ou de perte de la qualité qui a présidé à l'élection de ce dernier.

Lorsqu'un mandat est laissé vacant avant terme, tant par le membre effectif que par son suppléant, il est procédé à une nouvelle élection. Les membres ainsi élus achèvent le mandat des membres qu'ils remplacent. ».

Art. 6. Dans l'article 18 du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 11 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° l'alinéa 2 est complété comme suit :

« Pour chaque élection, si un défaut de candidat a été constaté après un premier appel, le Pouvoir organisateur peut octroyer une dérogation à ce principe sur base d'une demande motivée du Directeur de l'Ecole supérieure des Arts et soumise préalablement à l'avis du Délégué du Gouvernement. »;

- 2° l'alinéa 4 est complété comme suit :

« Pour chaque élection, si un défaut de candidat a été constaté après un premier appel, le Pouvoir organisateur peut octroyer une dérogation à ce principe sur base d'une demande motivée du Directeur de l'Ecole supérieure des Arts et soumise préalablement à l'avis du Délégué du Gouvernement. ».

Art. 7. Dans le Titre II du même décret, entre le Chapitre II « Le Conseil de gestion pédagogique » et le Chapitre III « Les Conseils d'option(s) », il est inséré un Chapitre *IIbis* dénommé :

« Chapitre *IIbis*. – *Les Conseils de domaine* »

Art. 8. Dans le même décret, il est inséré un article *22bis*, rédigé comme suit :

« Article *22bis*. – Les Conseils de domaine émettent des propositions relatives au domaine visant à concrétiser le projet pédagogique et artistique de l'Ecole supérieure des Arts. Ces propositions sont soumises au Conseil de gestion pédagogique. ».

Art. 9. Dans le même décret, il est inséré un article *22ter*, rédigé comme suit :

« Article *22ter*. – Un Conseil de domaine est composé :

- 1° du directeur de domaine, qui préside le Conseil. Si cette fonction n'est pas pourvue dans le domaine considéré, la présidence du Conseil est assurée par un des membres visés au 2°. Dans ce cas, le président du Conseil est élu par les membres du Conseil de domaine;
- 2° du président de chaque Conseil d'option(s);
- 3° de représentants des membres du personnel enseignant issus du domaine considéré à raison d'au moins un quart des membres du Conseil de domaine;
- 4° de représentants des étudiants issus du domaine considéré à raison d'au moins un cinquième des membres du Conseil de domaine.

Les représentants des membres du personnel enseignant issus du domaine considéré sont élus par l'ensemble des membres du personnel enseignant issus du domaine considéré.

Les représentants des étudiants sont désignés par le Conseil des étudiants parmi les étudiants inscrits dans des études du domaine considéré. ».

Art. 10. Dans le même décret, il est inséré un article *22quater*, rédigé comme suit :

« Article *22quater*. – Tous les membres d'un Conseil de domaine interviennent avec voix délibérative. ».

Art. 11. Dans l'article *41quater/1* du même décret, modifié en dernier lieu par le décret du 23 mars 2012, les termes « L'expérience visée à l'alinéa précédent doit correspondre à au moins cinq années d'activités, compte non tenu des années d'études supérieures qui n'ont pas été réussies. » sont retirés.

Les mots « Au terme d'une » sont ajoutés entre les mots « programmes d'études » et « procédure d'évaluation » dans l'article *41quater/1* du même décret tel que modifié par l'alinéa 1^{er}.

Art. 12. Dans l'article 73 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, la phrase « La durée de cette absence ne peut excéder deux semaines » est abrogée;
- 2° l'alinéa 2 est remplacé par un alinéa 2 rédigé comme suit : « Le directeur transmet les autorisations d'absence pour des raisons liées à l'exercice de l'art au Gouvernement. »;
- 3° dans l'alinéa 3, les termes « aux alinéas 1^{er} et 2 » sont remplacés par les termes « à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 13. Dans l'article 79 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

- 1° dans l'alinéa 1^{er}, la phrase « La durée de cette absence ne peut excéder deux semaines » est abrogée;
- 2° l'alinéa 2 est remplacé par un alinéa 2 rédigé comme suit : « Le directeur transmet les autorisations d'absence pour des raisons liées à l'exercice de l'art au Gouvernement. »;
- 3° dans l'alinéa 3, les termes « aux alinéas 1^{er} et 2 » sont remplacés par les termes « à l'alinéa 1^{er} ».

Art. 14. L'article 120 du même décret, remplacé en dernier lieu par le décret du 1^{er} décembre 2010, est remplacé par un article 120 rédigé comme suit :

« Article 120. – Le mandat des directeurs adjoints leur est confié par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par une Commission d'évaluation. Cette évaluation doit être réalisée au plus tard six mois avant la fin du mandat.

Cette Commission d'évaluation est composée comme suit :

- 1° le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, qui préside;
- 2° quatre membres minimum faisant partie du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts;
- 3° deux experts extérieurs à l'Ecole supérieure des Arts minimum dont le nombre ne peut être supérieur à celui des membres visés au 2°.

Les membres visés aux 2° et 3° sont désignés par le Gouvernement sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

La Commission d'évaluation établit un rapport à la suite d'un entretien individuel avec le directeur adjoint lors duquel celui-ci est invité à présenter son bilan sur le mandat écoulé et son projet pédagogique et artistique pour le nouveau mandat.

La Commission d'évaluation remet son rapport au Conseil de gestion pédagogique pour avis. Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Gouvernement. ».

Art. 15. L'article 121*bis* du même décret, inséré par le décret du 1^{er} décembre 2010, est remplacé par un article 121*bis* rédigé comme suit :

« Article 121*bis*. – Le mandat des directeurs de domaine leur est confié par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par une Commission d'évaluation. Cette évaluation doit être réalisée au plus tard six mois avant la fin du mandat.

Cette Commission d'évaluation est composée comme suit :

- 1° le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, qui préside;
- 2° quatre membres minimum faisant partie du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts;
- 3° deux experts extérieurs à l'Ecole supérieure des Arts minimum dont le nombre ne peut être supérieur à celui des membres visés au 2°.

Les membres visés aux 2° et 3° sont désignés par le Gouvernement sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

La Commission d'évaluation établit un rapport à la suite d'un entretien individuel avec le directeur de domaine lors duquel celui-ci est invité à présenter son bilan sur le mandat écoulé et son projet pédagogique et artistique pour le nouveau mandat.

La Commission d'évaluation remet son rapport au Conseil de gestion pédagogique pour avis. Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Gouvernement. ».

Art. 16. L'article 122 du même décret est remplacé par un article 122 rédigé comme suit :

« Article 122. – Le mandat des directeurs leur est confié par le Gouvernement pour une durée de cinq ans.

Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par une Commission d'évaluation. Cette évaluation doit être réalisée au plus tard six mois avant la fin du mandat.

Cette Commission d'évaluation est composée comme suit :

- 1° d'un président désigné par le Gouvernement parmi les fonctionnaires de minimum rang 15 au sein de l'Administration dont l'Enseignement supérieur artistique relève;
- 2° quatre membres minimum faisant partie du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts;
- 3° quatre experts extérieurs à l'Ecole supérieure des Arts minimum dont le nombre ne peut être supérieur à celui des membres visés au 2°.

Les membres visés aux 2° et 3° sont désignés par le Gouvernement sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

La Commission d'évaluation établit un rapport à la suite d'un entretien individuel avec le directeur lors duquel celui-ci est invité à présenter son bilan sur le mandat écoulé et son projet pédagogique et artistique pour le nouveau mandat.

La Commission d'évaluation remet son rapport au Conseil de gestion pédagogique pour avis. Par dérogation aux articles 17 à 19 du présent décret, ce Conseil de gestion pédagogique est présidé par le directeur général du Ministère de la Communauté française ayant en charge l'Enseignement non obligatoire ou son délégué. Le directeur général transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Gouvernement. ».

Art. 17. L'article 246 du même décret, remplacé par le décret du 1^{er} décembre 2010, est remplacé par un article 246 rédigé comme suit :

« Article 246. – Le mandat des directeurs adjoints leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans.

Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par une Commission d'évaluation. Cette évaluation doit être réalisée au plus tard six mois avant la fin du mandat.

Cette Commission d'évaluation est composée comme suit :

- 1° le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, qui préside;
- 2° quatre membres minimum faisant partie du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts;
- 3° deux experts extérieurs à l'Ecole supérieure des Arts minimum dont le nombre ne peut être supérieur à celui des membres visés au 2°.

Les membres visés aux 2° et 3° sont désignés par le Pouvoir organisateur sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

La Commission d'évaluation établit un rapport à la suite d'un entretien individuel avec le directeur adjoint lors duquel celui-ci est invité à présenter son bilan sur le mandat écoulé et son projet pédagogique et artistique pour le nouveau mandat.

La Commission d'évaluation remet son rapport au Conseil de gestion pédagogique pour avis. Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur. ».

Art. 18. L'article 248*bis* du même décret, inséré par le décret du 1^{er} décembre 2010, est remplacé par un article 248*bis* rédigé comme suit :

« Article 248*bis*. – Le mandat des directeurs de domaine leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans.

Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par une Commission d'évaluation. Cette évaluation doit être réalisée au plus tard six mois avant la fin du mandat.

Cette Commission d'évaluation est composée comme suit :

- 1° le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, qui préside;
- 2° quatre membres minimum faisant partie du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts;
- 3° deux experts extérieurs à l'Ecole supérieure des Arts minimum dont le nombre ne peut être supérieur à celui des membres visés au 2°.

Les membres visés aux 2° et 3° sont désignés par le Pouvoir organisateur sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

La Commission d'évaluation établit un rapport à la suite d'un entretien individuel avec le directeur de domaine lors duquel celui-ci est invité à présenter son bilan sur le mandat écoulé et son projet pédagogique et artistique pour le nouveau mandat.

La Commission d'évaluation remet son rapport au Conseil de gestion pédagogique pour avis. Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur. ».

Art. 19. L'article 249 du même décret est remplacé par un article 249 rédigé comme suit :

« Article 249. – Le mandat des directeurs leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans.

Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par une Commission d'évaluation. Cette évaluation doit être réalisée au plus tard six mois avant la fin du mandat.

Cette Commission d'évaluation est composée comme suit :

- 1° le représentant du Pouvoir organisateur ou son délégué, qui préside;
- 2° quatre membres minimum faisant partie du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts;
- 3° quatre experts extérieurs à l'Ecole supérieure des Arts minimum dont le nombre ne peut être supérieur à celui des membres visés au 2°.

Les membres visés aux 2° et 3° sont désignés par le Pouvoir organisateur sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

La Commission d'évaluation établit un rapport à la suite d'un entretien individuel avec le directeur lors duquel celui-ci est invité à présenter son bilan sur le mandat écoulé et son projet pédagogique et artistique pour le nouveau mandat.

La Commission d'évaluation remet son rapport au Conseil de gestion pédagogique pour avis. Par dérogation aux articles 17 à 19 du présent décret, ce Conseil de gestion pédagogique est présidé par le représentant du Pouvoir organisateur ou son délégué. Le représentant du Pouvoir organisateur transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur. ».

Art. 20. L'article 376 du même décret, remplacé par le décret du 1^{er} décembre 2010, est remplacé par un article 376 rédigé comme suit :

« Article 376. – Le mandat des directeurs adjoints leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans.

Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par une Commission d'évaluation. Cette évaluation doit être réalisée au plus tard six mois avant la fin du mandat.

Cette Commission d'évaluation est composée comme suit :

- 1° le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, qui préside;
- 2° quatre membres minimum faisant partie du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts;
- 3° deux experts extérieurs à l'Ecole supérieure des Arts minimum dont le nombre ne peut être supérieur à celui des membres visés au 2°.

Les membres visés aux 2° et 3° sont désignés par le Pouvoir organisateur sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

La Commission d'évaluation établit un rapport à la suite d'un entretien individuel avec le directeur adjoint lors duquel celui-ci est invité à présenter son bilan sur le mandat écoulé et son projet pédagogique et artistique pour le nouveau mandat.

La Commission d'évaluation remet son rapport au Conseil de gestion pédagogique pour avis. Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur. ».

Art. 21. L'article 378bis du même décret, inséré par le décret du 1^{er} décembre 2010, est remplacé par un article 378bis rédigé comme suit :

« Article 378bis. – Le mandat des directeurs de domaine leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans.

Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par une Commission d'évaluation. Cette évaluation doit être réalisée au plus tard six mois avant la fin du mandat.

Cette Commission d'évaluation est composée comme suit :

- 1° le directeur de l'Ecole supérieure des Arts, qui préside;
- 2° quatre membres minimum faisant partie du personnel enseignant de l'Ecole supérieure des Arts;
- 3° deux experts extérieurs à l'Ecole supérieure des Arts minimum dont le nombre ne peut être supérieur à celui des membres visés au 2°.

Les membres visés aux 2° et 3° sont désignés par le Pouvoir organisateur sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

La Commission d'évaluation établit un rapport à la suite d'un entretien individuel avec le directeur de domaine lors duquel celui-ci est invité à présenter son bilan sur le mandat écoulé et son projet pédagogique et artistique pour le nouveau mandat.

La Commission d'évaluation remet son rapport au Conseil de gestion pédagogique pour avis. Le directeur de l'Ecole supérieure des Arts transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur. ».

Art. 22. L'article 379 du même décret est remplacé par un article 379 rédigé comme suit :

« Article 379. – Le mandat de directeur leur est confié par le Pouvoir organisateur pour une durée de cinq ans.

Ce mandat est renouvelable sur la base d'une évaluation réalisée par une Commission d'évaluation. Cette évaluation doit être réalisée au plus tard six mois avant la fin du mandat.

Cette Commission d'évaluation est composée comme suit :

- 1° le représentant du Pouvoir organisateur ou son délégué, qui préside;
- 2° quatre membres minimum faisant partie du personnel enseignant de l'École supérieure des Arts;
- 3° quatre experts extérieurs à l'École supérieure des Arts minimum dont le nombre ne peut être supérieur à celui des membres visés au 2°.

Les membres visés aux 2° et 3° sont désignés par le Pouvoir organisateur sur avis du Conseil de gestion pédagogique.

La Commission d'évaluation établit un rapport à la suite d'un entretien individuel avec le directeur lors duquel celui-ci est invité à présenter son bilan sur le mandat écoulé et son projet pédagogique et artistique pour le nouveau mandat.

La Commission d'évaluation remet son rapport au Conseil de gestion pédagogique pour avis. Par dérogation aux articles 17 à 19 du présent décret, ce Conseil de gestion pédagogique est présidé par le représentant du Pouvoir organisateur ou son délégué. Le représentant du Pouvoir organisateur transmet le rapport accompagné de l'avis du Conseil de gestion pédagogique au Pouvoir organisateur. ».

Art. 23. Le présent décret entre en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2013 à l'exception de l'article 11 qui entre en vigueur le 15 avril 2012.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 28 mars 2013.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française,
R. DEMOTTE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enfance, de la Recherche et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, des Finances et des Sports,
A. ANTOINE

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur,
J.-Cl. MARCOURT

La Ministre de la Jeunesse,
Mme E. HUYTEBROECK

La Ministre de la Culture, de l'Audiovisuel, de la Santé et de l'Égalité des chances,
Mme F. LAANAN

La Ministre de l'Enseignement obligatoire et de Promotion sociale,
Mme M.-D. SIMONET

—
Note

Session 2012-2013.

Documents du Parlement. — Projet de décret, n° 455-1. — Amendement de commission, n° 455-2. — Rapport, n° 455-3. — Amendement de séance, n° 455-4.

Compte-rendu intégral. — Discussion et adoption. — Séance du 27 mars 2013.

—
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2013/29280]

28 MAART 2013. — Decreet houdende optimalisering van het beheer van het hoger kunstonderwijs

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen aan het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs*

Artikel 1. In artikel 2 van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs, vervangen bij het decreet van 2 juni 2006, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° bij § 2 wordt de zin « Ze organiseren hun opleidingsprogramma zo dat de student die eerst een master in 60 studiepunten kiest de mogelijkheid wordt geboden om zijn studies zonder bijkomend onderwijs te kunnen voortzetten om de master van dezelfde optie in 120 studiepunten te kunnen behalen. » vervangen door de zin « Ze organiseren hun opleidingsprogramma zo dat de student die eerst een master in 60 studiepunten kiest de mogelijkheid wordt geboden om zijn studies met mogelijk aanvullend onderwijs naar rata van 15 studiepunten te kunnen voortzetten om de master van dezelfde optie in 120 studiepunten te kunnen behalen. Dat aanvullend onderwijs maakt integraal deel uit van het studieprogramma. »;
- 2° bij § 4 worden de woorden « van het eventuele eindstudiewerk. » vervangen door de woorden « van het mogelijke eindstudiewerk of de mogelijke scriptie. ».

Art. 2. In artikel 6, § 3, derde lid, van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 maart 2012, worden de woorden « Na deze termijn wordt de Regering geacht de nieuwe lesrooster te hebben goedgekeurd. » vervangen door de woorden « De Regering brengt haar advies binnen de maand uit, na deze termijn wordt ze geacht de nieuwe lesrooster te hebben goedgekeurd. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen aan het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

Art. 3. In artikel 13 van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstschoolen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid worden de woorden « De hogere kunstschool wordt door een inrichtende macht beheerd en heeft een pedagogische beheersraad, één of meer optieraden, een studentenraad en een sociale raad. » vervangen door de woorden « De hogere kunstschool wordt door een inrichtende macht beheerd en heeft een pedagogische beheersraad, één of meer Domeinraden, één of meer optieraden, een studentenraad en een sociale raad. De hogere kunstschool wordt door een inrichtende macht beheerd en heeft een pedagogische beheersraad, één of meer optieraden, een studentenraad en een sociale raad.
- 2° er wordt een vierde lid ingevoegd, luidend als volgt :
« In de hogere kunstschoolen die meerdere domeinen organiseren, wordt een Domeinraad ingesteld ».

Art. 4. In artikel 14 van hetzelfde decreet worden de woorden « van de pedagogische beheersraad, van de optieraad(raden), » vervangen door de woorden « van de pedagogische beheersraad, van de mogelijke domeinraden, van de optieraad(-raden), ».

Art. 5. Artikel 17 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 1 december 2010, wordt door een artikel 17, luidend als volgt, vervangen :

« Artikel 17. - De pedagogische beheersraad wordt samengesteld uit :

- 1° de directeur, de adjunct-directeur(s) of de directeur(s) van een studiedomein;
- 2° de vertegenwoordigers van de leraars en begeleiders naar rata van minstens één vijfde en hoogstens een derde van de leden van de Pedagogische beheersraad;
- 3° één vertegenwoordiger van de assistenten en de docenten per domein. In de hogere kunstschoolen die enkel één domein inrichten wordt het aantal vertegenwoordigers tot 2 bepaald;
- 4° één vertegenwoordiger van de andere categorieën van het personeel dan de categorie van het onderwijzend personeel;
- 5° drie vertegenwoordigers van de vakbonden;
- 6° de vertegenwoordigers van de studenten naar rata van minstens één vijfde en hoogstens een derde van de leden van de Pedagogische beheersraad.

De leden bedoeld bij het eerste lid, 2° en 6°, worden paritair verdeeld in functie van het aantal ingerichte domeinen. Hun aantal wordt door de Inrichtende macht bepaald.

Met uitzondering van de leden bedoeld in het eerste lid, 1°, heeft ieder lid een plaatsvervanger, aangewezen of verkozen volgens dezelfde nadere regels als de werkende leden.

Deze vervangt het werkend lid als het afwezig, overleden, ontslagen is of zijn hoedanigheid heeft verloren waarin het werd verkozen.

Wanneer een mandaat voor het einde van de termijn vacant wordt gelaten zowel door het werkend lid als door zijn plaatsvervanger, wordt een nieuwe verkiezing georganiseerd. De aldus verkozen leden voleindigen het mandaat van de leden die ze vervangen. ».

Art. 6. In artikel 18 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 11 januari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° het tweede lid wordt aangevuld met hetgeen volgt :
« Voor iedere verkiezing, indien een gebrek aan kandidaten werd vastgesteld na een eerste oproep, kan de Inrichtende macht een afwijking toekennen van dat beginsel op basis van een met redenen omklede en vooraf aan het advies van de Afgevaardigde van de Regering voorgelegde aanvraag, van de Directeur van de Hogere Kunstschool. »;
- 2° het vierde lid wordt aangevuld met hetgeen volgt :
« Voor iedere verkiezing, indien een gebrek aan kandidaten werd vastgesteld na een eerste oproep, kan de Inrichtende macht een afwijking toekennen van dat beginsel op basis van een met redenen omklede en vooraf aan het advies van de Afgevaardigde van de Regering voorgelegde aanvraag, van de Directeur van de Hogere Kunstschool. ».

Art. 7. In Titel II van hetzelfde decreet, tussen Hoofdstuk II « De pedagogische beheersraad » en Hoofdstuk III « De optieraden », wordt een Hoofdstuk II*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk II*bis*. – *De domeinraden* ».

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt een artikel 22*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 22*bis*. – De Domeinraden brengen voorstellen uit in verband met het domein met als doel het verwezenlijken van het pedagogische en artistieke project van de Hogere Kunstschool. Deze voorstellen worden aan de Pedagogische beheersraad voorgelegd. ».

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt een artikel 22*ter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel 22*ter*. – De Domeinraad wordt samengesteld uit :

- 1° de domeindirecteur, die de Raad voorzit. Indien dat ambt in het betrokken domein niet toegekend is, wordt het voorzitterschap van de Raad door een van de leden bedoeld bij het punt 2° waargenomen. In dat geval, wordt de voorzitter van de Raad door de leden van de Domeinraad verkozen;
- 2° de voorzitter van elke Optieraad;

- 3° vertegenwoordigers van de leden van het onderwijzend personeel uit het betrokken domein naar rata van minstens één vierde van de leden van de Domeinraad;
- 4° vertegenwoordigers van de studenten uit het betrokken domein naar rata van minstens één vijfde van de leden van de Domeinraad.

De vertegenwoordigers van de leden van het onderwijzend personeel uit het betrokken domein worden door alle leden van het onderwijzend personeel uit het betrokken domein verkozen.

De vertegenwoordigers van de studenten worden door de Studentenraad onder de studenten ingeschreven voor de studies van het betrokken domein aangewezen. ».

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt een artikel *22quater* ingevoegd, luidend als volgt :

« Artikel *22quater*. – Alle leden van de Domeinraad zijn stemgerechtigd. ».

Art. 11. In artikel *41quater*/1 van hetzelfde decreet, laatst gewijzigd bij het decreet van 23 maart 2012 worden de woorden « De studenten die deze geldigmaking genieten, worden vrijgesteld van de overeenstemmende delen van het studieprogramma. De ervaring bedoeld bij het vorige lid moet overeenstemmen met minstens vijf jaar activiteiten, waarbij er geen rekening wordt gehouden met de jaren hogere studies die ze niet met succes zouden hebben gevolgd. Op het einde van een evaluatieprocedure ingericht door een examencommissie van onderwijzers van de betrokken optie, beslist de directeur, op advies van de pedagogische beheersraad, of de kennis en de bekwaamheid van de student voldoen om de studies met succes te volgen. » vervangen door de woorden « De studenten die deze geldigmaking genieten, worden vrijgesteld van de overeenstemmende delen van het studieprogramma op het einde van een evaluatieprocedure ingericht door een examencommissie van onderwijzers van de betrokken optie. De directeur beslist, op advies van de pedagogische beheersraad, of de kennis en de bekwaamheid van de student voldoen om de studies met succes te volgen. ».

Art. 12. In artikel 73 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid wordt de zin « De duur van die afwezigheid mag niet langer zijn dan twee weken » opgeheven;
- 2° het tweede lid wordt vervangen door een tweede lid luidend als volgt : « De directeur zendt de machtigingen tot afwezigheid om redenen in verband met de uitoefening van zijn kunst aan de Regering over »;
- 3° in het derde lid worden de woorden « in de leden 1 en 2 » vervangen door de woorden « in het eerste lid ».

Art. 13. In artikel 79 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- 1° in het eerste lid wordt de zin « De duur van die afwezigheid mag niet langer zijn dan twee weken » opgeheven;
- 2° het tweede lid wordt vervangen door een tweede lid luidend als volgt : « De directeur zendt de machtigingen tot afwezigheid om redenen in verband met de uitoefening van zijn kunst aan de Regering over »;
- 3° in het derde lid worden de woorden « in de leden 1 en 2 » vervangen door de woorden « in het eerste lid ».

Art. 14. Artikel 120 van hetzelfde decreet, laatst vervangen bij het decreet van 1 december 2010, wordt vervangen door een artikel 120 luidend als volgt :

« Artikel 120. – Het mandaat van de adjunct-directeurs wordt ze door de Regering voor een duur van vijf jaar toevertrouwd.

Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van een evaluatie verwezenlijkt door een Evaluatiecommissie. Deze evaluatie moet ten laatste zes maanden vóór het einde van het mandaat plaatsvinden.

De Evaluatiecommissie wordt samengesteld als volgt :

- 1° de directeur van de Hogere Kunstschool, die de voorzitter is;
- 2° minimum vier leden uit het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschool;
- 3° minimum twee deskundigen die niet behoren tot de Hogere Kunstschool, van wie het aantal niet hoger mag zijn dan dat van de leden bedoeld bij punt 2°.

De leden bedoeld bij de punten 2° en 3° worden door de Regering benoemd op advies van de Pedagogische beheersraad.

De Evaluatiecommissie stelt een verslag op na een individueel onderhoud met de adjunct-directeur gedurende hetwelk deze laatste uitgenodigd wordt zijn balans voor te stellen over het verlopen mandaat en zijn pedagogische en artistieke project voor het nieuwe mandaat.

De Evaluatiecommissie dient haar verslag bij de Pedagogische beheersraad om advies in. De directeur van de Hogere Kunstschool zendt het verslag aan de Regering over samen met het advies van de Pedagogische beheersraad. ».

Art. 15. Artikel *121bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 december 2010, wordt door een artikel *121bis* vervangen, luidend als volgt :

« Artikel *121bis*. – Het mandaat van de domeindirecteurs wordt ze door de Regering voor een duur van vijf jaar toevertrouwd.

Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van een evaluatie verwezenlijkt door een Evaluatiecommissie. Deze evaluatie moet ten laatste zes maanden vóór het einde van het mandaat plaatsvinden.

De Evaluatiecommissie wordt samengesteld als volgt :

- 1° de directeur van de Hogere Kunstschool, die de voorzitter is;
- 2° minimum vier leden uit het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschool;
- 3° minimum twee deskundigen die niet behoren tot de Hogere Kunstschool, van wie het aantal niet hoger mag zijn dan dat van de leden bedoeld bij punt 2°.

De leden bedoeld bij de punten 2° en 3° worden door de Regering benoemd op advies van de Pedagogische beheersraad.

De Evaluatiecommissie stelt een verslag op na een individueel onderhoud met de domeindirecteur gedurende hetwelk deze laatste uitgenodigd wordt zijn balans voor te stellen over het verlopen mandaat en zijn pedagogische en artistieke project voor het nieuwe mandaat.

De Evaluatiecommissie dient haar verslag bij de Pedagogische beheersraad om advies in. De directeur van de Hogere Kunstschool zendt het verslag aan de Regering over samen met het advies van de Pedagogische beheersraad. ».

Art. 16. Artikel 122 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een artikel 122, luidend als volgt :

« Artikel 122. - Het mandaat van de directeurs wordt ze door de Regering voor een duur van vijf jaar toevertrouwd.

Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van een evaluatie verwezenlijkt door een Evaluatiecommissie. Deze evaluatie moet ten laatste zes maanden vóór het einde van het mandaat plaatsvinden.

De Evaluatiecommissie wordt samengesteld als volgt :

- 1° een voorzitter aangewezen door de Regering onder de leden van minstens rang 15 binnen het Bestuur waaronder het Hoger Onderwijs ressorteert;
- 2° minimum vier leden uit het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschool;
- 3° minimum twee deskundigen die niet behoren tot de Hogere Kunstschool, van wie het aantal niet hoger mag zijn dan dat van de leden bedoeld bij punt 2°.

De leden bedoeld bij de punten 2° en 3° worden door de Regering benoemd op advies van de Pedagogische beheersraad.

De Evaluatiecommissie stelt een verslag op na een individueel onderhoud met de directeur gedurende hetwelk deze laatste uitgenodigd wordt zijn balans voor te stellen over het verlopen mandaat en zijn pedagogische en artistieke project voor het nieuwe mandaat.

De Evaluatiecommissie dient haar verslag bij de Pedagogische beheersraad om advies in. In afwijking van de artikelen 17 tot 19 van dit decreet, wordt deze Pedagogische beheersraad door de directeur-generaal van het Ministerie van de Franse Gemeenschap voorgezeten, die met het Niet-verplicht Onderwijs belast is of diens afgevaardigde. De directeur-generaal zendt het verslag aan de Regering over samen met het advies van de Pedagogische beheersraad. ».

Art. 17. Artikel 246 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 1 december 2010, wordt vervangen door een artikel 246, luidend als volgt :

« Artikel 246. - Het mandaat van de adjunct-directeurs wordt ze door de Inrichtende macht voor een duur van vijf jaar toevertrouwd.

Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van een evaluatie verwezenlijkt door een Evaluatiecommissie. Deze evaluatie moet ten laatste zes maanden vóór het einde van het mandaat plaatsvinden.

De Evaluatiecommissie wordt samengesteld als volgt :

- 1° de directeur van de Hogere Kunstschool, die de voorzitter is;
- 2° minimum vier leden uit het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschool;
- 3° minimum twee deskundigen die niet behoren tot de Hogere Kunstschool van wie het aantal niet hoger mag zijn dan dat van de leden bedoeld bij het punt 2°.

De leden bedoeld bij de punten 2° en 3° worden door de Inrichtende macht benoemd op advies van de Pedagogische beheersraad.

De Evaluatiecommissie stelt een verslag op na een individueel onderhoud met de adjunct-directeur gedurende hetwelk deze laatste uitgenodigd wordt zijn balans voor te stellen over het verlopen mandaat en zijn pedagogische en artistieke project voor het nieuwe mandaat.

De Evaluatiecommissie dient haar verslag bij de Pedagogische beheersraad om advies in. De directeur van de Hogere Kunstschool zendt het verslag aan de Inrichtende macht over samen met het advies van de Pedagogische beheersraad. ».

Art. 18. Artikel 248*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 december 2010, wordt vervangen door een artikel 248*bis*, luidend als volgt :

« Artikel 248*bis*. - Het mandaat van de domeindirecteurs wordt ze door de Inrichtende macht voor een duur van vijf jaar toevertrouwd.

Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van een evaluatie verwezenlijkt door een Evaluatiecommissie. Deze evaluatie moet ten laatste zes maanden vóór het einde van het mandaat plaatsvinden.

De Evaluatiecommissie wordt samengesteld als volgt :

- 1° de directeur van de Hogere Kunstschool, die de voorzitter is;
- 2° minimum vier leden uit het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschool;
- 3° minimum twee deskundigen die niet behoren tot de Hogere Kunstschool, van wie het aantal niet hoger mag zijn dan dat van de leden bedoeld bij het punt 2°.

De leden bedoeld bij de punten 2° en 3° worden door de Inrichtende macht benoemd op advies van de Pedagogische beheersraad.

De Evaluatiecommissie stelt een verslag op na een individueel onderhoud met de domeindirecteur gedurende hetwelk deze laatste uitgenodigd wordt zijn balans voor te stellen over het verlopen mandaat en zijn pedagogische en artistieke project voor het nieuwe mandaat.

De Evaluatiecommissie dient haar verslag bij de Pedagogische beheersraad om advies in. De directeur van de Hogere Kunstschool zendt het verslag aan de Inrichtende macht over samen met het advies van de Pedagogische beheersraad. ».

Art. 19. Artikel 249 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een artikel 249, luidend als volgt :

« Artikel 249. - Het mandaat van de directeurs wordt ze door de Inrichtende macht voor een duur van vijf jaar toevertrouwd.

Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van een evaluatie verwezenlijkt door een Evaluatiecommissie. Deze evaluatie moet ten laatste zes maanden vóór het einde van het mandaat plaatsvinden.

De Evaluatiecommissie wordt samengesteld als volgt :

- 1° de vertegenwoordiger van de Inrichtende macht of diens afgevaardigde, die de voorzitter is;
- 2° minimum vier leden uit het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschool;
- 3° minimum vier deskundigen die niet behoren tot de Hogere Kunstschool, van wie het aantal niet hoger mag zijn dan dat van de leden bedoeld bij punt 2°.

De leden bedoeld bij de punten 2° en 3° worden door de Inrichtende macht benoemd op advies van de Pedagogische beheersraad.

De Evaluatiecommissie stelt een verslag op na een individueel onderhoud met de directeur gedurende hetwelk deze laatste uitgenodigd wordt zijn balans voor te stellen over het verlopen mandaat en zijn pedagogische en artistieke project voor het nieuwe mandaat.

De Evaluatiecommissie dient haar verslag bij de Pedagogische beheersraad om advies in. In afwijking van de artikelen 17 tot 19 van dit decreet, wordt deze Pedagogische beheersraad door de vertegenwoordiger van de Inrichtende macht, of diens afgevaardigde, voorgezeten. De vertegenwoordiger van de Inrichtende macht zendt het verslag aan de Inrichtende macht over samen met het advies van de Pedagogische beheersraad. ».

Art. 20. Artikel 376 van hetzelfde decreet, vervangen bij het decreet van 1 december 2010, wordt vervangen door een artikel 376, luidend als volgt :

« Artikel 376. - Het mandaat van de adjunct-directeurs wordt ze door de Inrichtende macht voor een duur van vijf jaar toevertrouwd.

Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van een evaluatie verwezenlijkt door een Evaluatiecommissie. Deze evaluatie moet ten laatste zes maanden vóór het einde van het mandaat plaatsvinden.

De Evaluatiecommissie wordt samengesteld als volgt :

- 1° de directeur van de Hogere Kunstschool, die de voorzitter is;
- 2° minimum vier leden uit het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschool;
- 3° minimum twee deskundigen die niet behoren tot de Hogere Kunstschool van wie het aantal niet hoger mag zijn dan dat van de leden bedoeld bij het punt 2°.

De leden bedoeld bij de punten 2° en 3° worden door de Inrichtende macht benoemd op advies van de Pedagogische beheersraad.

De Evaluatiecommissie stelt een verslag op na een individueel onderhoud met de adjunct-directeur gedurende hetwelk deze laatste uitgenodigd wordt zijn balans voor te stellen over het verlopen mandaat en zijn pedagogische en artistieke project voor het nieuwe mandaat.

De Evaluatiecommissie dient haar verslag bij de Pedagogische beheersraad om advies in. De directeur van de Hogere Kunstschool zendt het verslag aan de Inrichtende macht over samen met het advies van de Pedagogische beheersraad. ».

Art. 21. Artikel 378*bis* van hetzelfde decreet, ingevoegd bij het decreet van 1 december 2010, wordt vervangen door een artikel 378*bis*, luidend als volgt :

« Artikel 378*bis*. - Het mandaat van de domeindirecteurs wordt ze door de Inrichtende macht voor een duur van vijf jaar toevertrouwd.

Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van een evaluatie verwezenlijkt door een Evaluatiecommissie. Deze evaluatie moet ten laatste zes maanden vóór het einde van het mandaat plaatsvinden.

De Evaluatiecommissie wordt samengesteld als volgt :

- 1° de directeur van de Hogere Kunstschool, die de voorzitter is;
- 2° minimum vier leden uit het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschool;
- 3° minimum twee deskundigen die niet behoren tot de Hogere Kunstschool, van wie het aantal niet hoger mag zijn dan dat van de leden bedoeld bij punt 2°.

De leden bedoeld bij de punten 2° en 3° worden door de Inrichtende macht benoemd op advies van de Pedagogische beheersraad.

De Evaluatiecommissie stelt een verslag op na een individueel onderhoud met de domeindirecteur gedurende hetwelk deze laatste uitgenodigd wordt zijn balans voor te stellen over het verlopen mandaat en zijn pedagogische en artistieke project voor het nieuwe mandaat.

De Evaluatiecommissie dient haar verslag bij de Pedagogische beheersraad om advies in. De directeur van de Hogere Kunstschool zendt het verslag aan de Inrichtende macht over samen met het advies van de Pedagogische beheersraad. ».

Art. 22. Artikel 379 van hetzelfde decreet wordt vervangen door een artikel 379, luidend als volgt :

« Artikel 379. - Het mandaat van de directeurs wordt ze door de Inrichtende macht voor een duur van vijf jaar toevertrouwd.

Dit mandaat kan vernieuwd worden op basis van een evaluatie verwezenlijkt door een Evaluatiecommissie. Deze evaluatie moet ten laatste zes maanden vóór het einde van het mandaat plaatsvinden.

De Evaluatiecommissie wordt samengesteld als volgt :

- 1° de vertegenwoordiger van de Inrichtende macht of diens afgevaardigde, die de voorzitter is;
- 2° minimum vier leden uit het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschool;
- 3° minimum twee deskundigen die niet behoren tot de Hogere Kunstschool, van wie het aantal niet hoger mag zijn dan dat van de leden bedoeld bij punt 2°.

De leden bedoeld bij de punten 2° en 3° worden door de Inrichtende macht benoemd op advies van de Pedagogische beheersraad.

De Evaluatiecommissie stelt een verslag op na een individueel onderhoud met de directeur gedurende hetwelk deze laatste uitgenodigd wordt zijn balans voor te stellen over het verlopen mandaat en zijn pedagogische en artistieke project voor het nieuwe mandaat.

De Evaluatiecommissie dient haar verslag bij de Pedagogische beheersraad om advies in. In afwijking van de artikelen 17 tot 19 van dit decreet, wordt deze Pedagogische beheersraad door de vertegenwoordiger van de Inrichtende macht, of diens afgevaardigde, voorgezeten. De vertegenwoordiger van de Inrichtende macht zendt het verslag aan de Inrichtende macht over samen met het advies van de Pedagogische beheersraad. ».

Art. 23. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 januari 2013, met uitzondering van artikel 11, dat op 15 april 2012 in werking treedt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 28 maart 2013.

De Minister-president,
R. DEMOTTE

De Vicepresident en Minister van Kind, Onderzoek en Ambtenarenzaken,
J.-M. NOLLET

De Vicepresident en Minister van Begroting, Financiën en Sport,
A. ANTOINE

De Vicepresident en Minister van Hoger Onderwijs,
J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Jeugd,
Mevr. E. HUYTEBROECK

De Minister van Cultuur, Audiovisuele Sector, Gezondheid en Gelijke Kansen,
Mevr. F. LAANAN

De Minister van Leerplichtonderwijs en van Onderwijs voor Sociale Promotie,
Mevr. M.-D. SIMONET

Nota

Zitting 2012-2013.

Stukken van het Parlement. — Ontwerp van decreet, nr. 455-1. — Commissieamendement, nr. 455-2. — Verslag nr. 455-3. — Vergaderingsamendement, nr. 455-4.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. — Vergadering van 27 maart 2013.

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C - 2013/29281]

28 MARS 2013. — Décret modifiant diverses modalités d'épreuves externes prévues par le décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Dans l'article 8 du décret du 2 juin 2006 relatif à l'évaluation externe des acquis des élèves de l'enseignement obligatoire et au certificat d'études de base au terme de l'enseignement primaire, tel que complété par le décret du 7 décembre 2007 et modifié par le décret du 30 avril 2009, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« La première année du cycle triennal, il est organisé une évaluation externe non certificative portant sur la maîtrise de la lecture et de la production d'écrits pour l'ensemble des élèves de troisième et de cinquième années de l'enseignement primaire. »;

2° Dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« La deuxième année du cycle triennal, il est organisé une évaluation externe non certificative portant sur la maîtrise des outils mathématiques de base pour l'ensemble des élèves de troisième et de cinquième années de l'enseignement primaire. »;

3° Le paragraphe 1^{er}, alinéa 4, est remplacé par ce qui suit :

« La troisième année du cycle triennal, il est organisé une évaluation externe non certificative portant sur la maîtrise de certains des domaines définis à l'article 16, § 3, alinéa 2 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre pour l'ensemble des élèves de troisième et de cinquième années de l'enseignement primaire. Dans ce cadre, une attention particulière sera accordée à l'éducation par la technologie et à l'éducation scientifique ainsi qu'à la structuration du temps et de l'espace et à l'éveil puis à l'initiation à l'histoire et à la géographie ».

4° Dans le paragraphe 1^{er}, l'alinéa 5 est abrogé;

5° Dans le paragraphe 2, alinéa 2, 2^e tiret, les mots « de cinquième année » sont remplacés par les mots « de quatrième année »;

6° Dans le paragraphe 2, alinéa 2, le 3^e tiret est abrogé;